

## VD\_FINDINFO ML / 2011 / 5 vom 15. Februar 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-02-15, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_ML\\_\\_\\_2011\\_\\_\\_5](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_ML___2011___5)

FR: VD\_FINDINFO ML / 2011 / 5 du 15 février 2011

IT: VD\_FINDINFO ML / 2011 / 5 del 15 febbraio 2011

### Regeste

MAINLEVÉE PROVISOIRE, OBLIGATION DE CHIFFRER LES CONCLUSIONS | 17  
CPC, 82 LP

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des poursuites et faillites 15.02.2011 ML / 2011 / 5

MAINLEVÉE PROVISOIRE, OBLIGATION DE CHIFFRER LES CONCLUSIONS | 17  
CPC, 82 LP

TRIBUNAL CANTONAL 44 Cour des poursuites et faillites

Arrêt du 15 février 2011

Présidence de M. Muller , juge président Juges :

Mme Carlsson et M. Sauterel Greffier : Mme Joye \*\*\*\*\* Art. 58 LVLP; 17 et 461  
CPC Vu le prononcé rendu le 4 juin 2010, à la suite de l'audience du 15 avril 2010, par le  
Juge de paix du district de Lausanne dans la cause opposant P. \_\_\_\_\_ , à Lausanne, à  
T. \_\_\_\_\_ , à Préverenges (poursuite n° 5'148'210 de l'Office des poursuites de  
l'arrondissement de Lausanne-Est), vu l'acte de recours et demande de motivation déposé le  
11 juin 2010 par P. \_\_\_\_\_ , vu le prononcé motivé adressé pour notification aux parties le  
4 août 2010 ; attendu que le recours contre la décision rendue par le juge de première  
instance en procédure sommaire doit être déposé dans les dix jours dès la communication  
du dispositif (art. 54 LP) ou du prononcé motivé (art. 57 al. 1 LP), que le recours, déposé le  
11 juin 2010, a donc été exercé à temps, que cette écriture ne comporte toutefois aucune  
conclusion en réforme ou en nullité ni aucun moyen de recours reconnaissable contre la  
décision de mainlevée, comme le prescrit l'art. 461 CPC, que le prononcé motivé précisait  
que l'acte de recours devait contenir, sous peine d'irrecevabilité, la désignation du prononcé  
attaqué et les conclusions du recourant, en réforme ou en nullité, ou, à défaut, indiquer sur  
quels points le prononcé était attaqué et quelle était la modification demandée (art. 461 CPC  
applicable par le renvoi de l'art. 58 al. 1 LVLP), qu'il indiquait également que si un recours  
avait déjà été déposé dans le délai de demande de motivation sans contenir de conclusions  
conformes aux exigences susmentionnées, le recours serait déclaré irrecevable, à moins que  
des conclusions régulières ne fussent formulées dans le délai de dix jours dès réception de la  
décision motivée, que, par avis recommandé du 4 novembre 2010, le président de la cour de  
céans, en application de l'art. 17 CPC, a imparti au recourant un délai de cinq jours pour  
refaire son acte, en précisant le montant exact qu'il réclamait, contestait devoir ou  
reconnaissait devoir, faute de quoi le recours pourrait être déclaré irrecevable, que le  
recourant a reçu ce pli le 13 novembre 2010, qu'il n'a pas déposé de nouvel acte de recours  
conforme dans le délai imparti, que, faute de satisfaire aux exigences des règles de  
procédure, le recours est irrecevable, attendu que l'arrêt est rendu sans frais ni dépens. Par  
ces motifs, la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal, statuant à huis clos en sa

qualité d'autorité de recours en matière sommaire de poursuites, prononce : I. Le recours est irrecevable. II. L'arrêt, rendu sans frais ni dépens, est exécutoire. Le juge président : La greffière : Du 15 février 2011 L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, prend date de ce jour. Il est notifié, par l'envoi de photocopies, à : ■ M. P.\_\_\_\_\_. ■ M. T.\_\_\_\_\_. La Cour des poursuites et faillites considère que la valeur litigieuse est de 79'500 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, au moins à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme le Juge de paix du district de Lausanne. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.